

24^e rencontre de l'Association des
Maires et Intercommunalités de l'Isère (AMI) :
Le numérique est une politique publique !



Céline Colucci

Délégue générale

ccolucci@interconnectes.com



Jules Podczaski

Conseiller

jpodczaski@interconnectes.com



Matthieu Brient

Conseiller

mbrient@interconnectes.com

MARDI 27 OCTOBRE 2026

METTRE LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Créée en 2009 par Intercommunalités de France et France urbaine, les Interconnectés est la première association française de collectivités dédiée aux politiques numériques.

NOTRE MISSION

Porter la voix des territoires, accompagner la montée en compétences des équipes et faciliter la mise en œuvre sur le terrain d'un numérique social, sobre et éthique.

NOTRE FORCE

L'intelligence collective et le partage entre pairs et experts.



LES GROUPES DE TRAVAIL PERMANENTS



Intelligence artificielle



Gestion de la
donnée



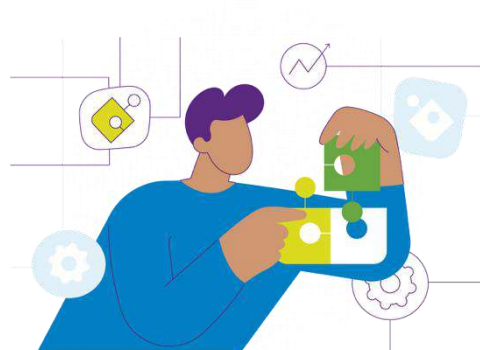
Cybersécurité



Indépendance numérique



Inclusion numérique



Numérique
responsable



Numérique pour tous les
territoires



Dé(re)connexion

ÉTAPE 1

Poser la vision stratégique et
porter la voix des territoires



ÉTAPE 2

Accompagner les agents et
mettre en œuvre la stratégie



ÉTAPE 3

Explorer les thématiques
sur les territoires



ÉTAPE 4

Partager les expériences et
engager de nouvelles actions

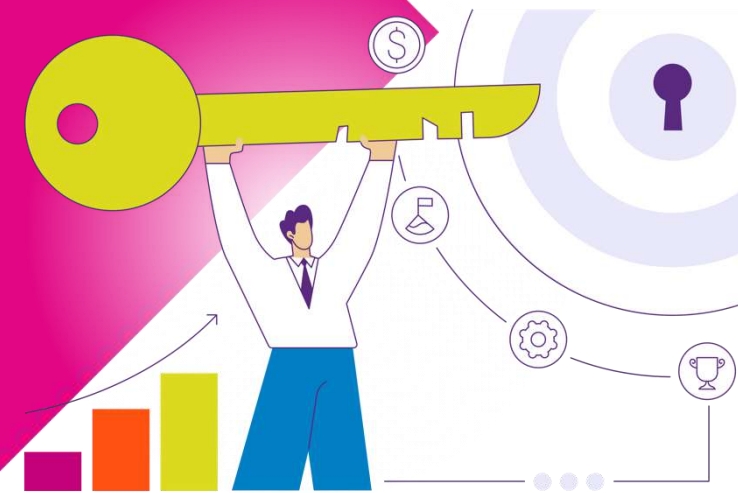


Les enjeux du mandat 2026-2033

Céline Colucci, Déléguée générale

Le socle de confiance : Cybersécurité et infrastructures de télécommunications

Céline Colucci, Déléguée générale
Jules Podczaski, Conseiller



Pourquoi il est important de s'intéresser à la cybersécurité ?



Cyberattaques ayant frappé les services de l'État durant l'été 2026



Des millions de lignes de données volées concernant des particuliers, des entreprises et des collectivités



Cyberattaque des frigos de 500 supermarchés survenue le 12 octobre 2026



Des centaines de milliers d'euros de marchandises jetés

Pourquoi il est important de s'intéresser à la cybersécurité ?



« On est sur une marée haute persistante »

Vincent Strubel, directeur de l'ANSSI

- Les ministères et les collectivités représentent **24 %** des incidents cybers traités par l'ANSSI en 2025

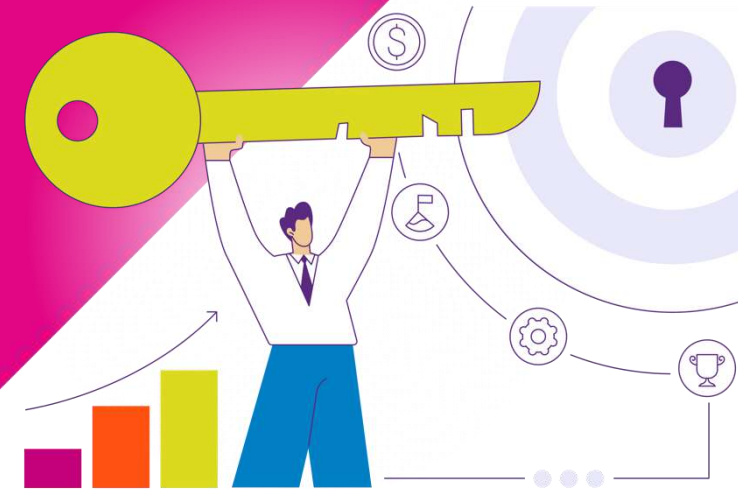
1 victime de rançongiciel sur 10 en 2025 est une collectivité territoriale

1 collectivité sur 10 déclare avoir été victime d'une cyberattaque en 2024

45 % des collectivités attaquées n'en connaissent pas la cause



Comprendre vos obligations cyber



Un cadre légal et réglementaire qui se renforce



Pour anticiper
l'entrée en vigueur
de la loi ...



L'ANSSI a élaboré un référentiel 20
objectifs de sécurité (ReCyF) pour
accompagner les entités concernées à
rehausser leur cybersécurité

La directive européenne NIS 2 est
transposée dans le projet de loi Résilience



Le périmètre d'application de la directive NIS 2

Les **entités essentielles (EE)** regroupent :

- Régions, départements et communes de plus de 30 000 habitants
- Métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération
- Services départementaux d'incendie et de secours et centres de gestion
- Institutions et organismes interdépartementaux dont les activités s'inscrivent dans des secteurs critiques

Les **entités importantes (EI)** regroupent :

- Communautés de communes et leurs établissements publics administratifs dont les activités s'inscrivent dans des secteurs critiques
- Etablissements public à caractère industriel et commercial (EPIC) et régies dotées de l'autonomie financière opérant dans des secteurs critiques ou employant au moins 50 personnes et dont le bilan annuel excède 10 millions d'euros



La Commission numérique des élus a fait le choix de la responsabilité en appelant à ce que toutes les intercommunalités soient intégrées



Les axes d'actions retenus pour construire sa démarche de cybersécurité

Gouvernance

- Définir un cadre de gouvernance de sa sécurité numérique interne



Constituer un comité de pilotage interne pour arbitrer les choix organisationnels (élu référent, agent référent, DGS, etc.)

Protection

- Sécuriser son système d'information pour réduire ses surfaces d'exposition à des cyberattaques



Mettre en place des outils de sécurité (double-authentification, droits d'accès aux appareils, etc.)

Défense

- Se préparer et anticiper les incidents cyber



Définir des règles de sauvegarde pour avoir un historique des incidents

Résilience

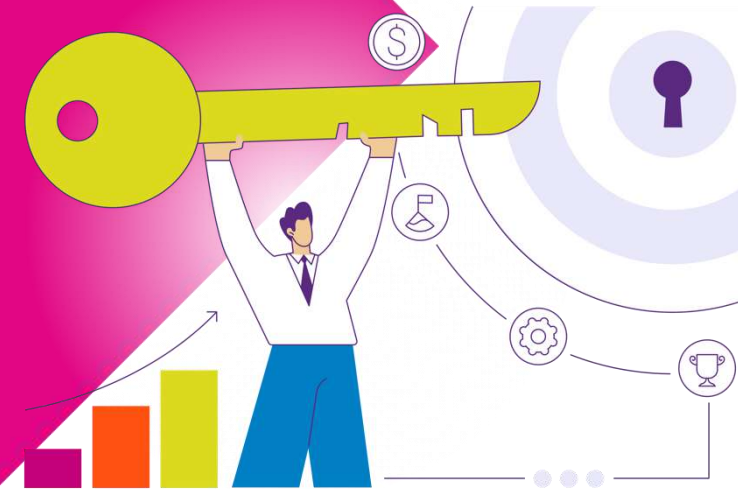
- Réagir aux incidents cyber en réalisant des tests pour vérifier l'efficacité des outils



Élaborer une procédure des premiers gestes en cas d'incident (débrancher l'appareil, joindre les bons acteurs, etc.)



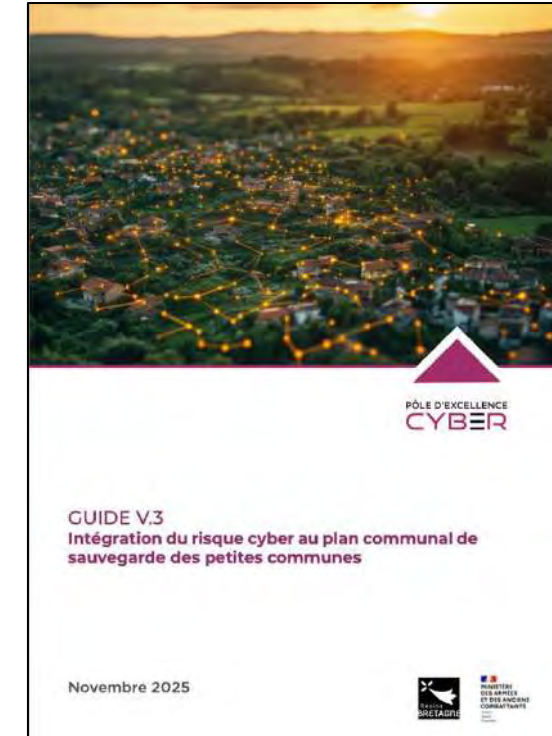
Les articulations possibles avec les outils existants



Intégrer le risque cyber dans le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et/ou le Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS)

Documents portés par les élus et pouvant inclure des acteurs externes essentiels pour réagir en cas d'incident (pompiers, police, gendarmerie, etc.)

- ☐ Mise en contexte (missions pouvant être impactées par un incident)
- ☐ Bonnes pratiques en cas de suspicion d'attaque
- ☐ Recommandations utiles (mise en place d'une cellule de gestion de crise)
- ☐ Impacts physiques et psychologiques des crises cyber sur les agents
- ☐ Prise en compte du risque cyber dans les achats de la collectivité



Retrouvez le guide ici 



Focus sur certaines actions de la stratégie nationale de cybersécurité 2026-2030 concernant les collectivités

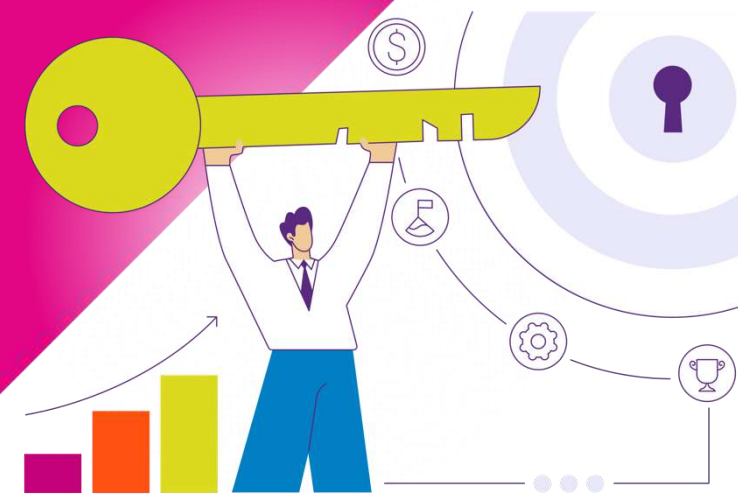


Pilier 2 : Renforcer la résilience cyber de la nation

- ☐ Objectif 5 : Rehausser le niveau global de la cyber-protection de la Nation
 - Labels de confiance pour valoriser les efforts de sécurisation des collectivités, entreprises et associations auprès de leurs partenaires, clients, etc.
- ☐ Objectif 6 : Faciliter les parcours vers une meilleure cybersécurité
 - Instaurer un parcours d'accompagnement aux victimes de cyberattaques en associant les acteurs adaptés



Les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour se préparer et mieux réagir en cas d'incident



Définir collectivement le mode numérique dégradé des services de la collectivité

Assurer la continuité des services sans outil informatique
(exemple : comment renseigner la famille d'une personne décédée souhaitant acheter un caveau, sans ordinateur ?
À FORMULER)

- Lister les missions où l'outil informatique est nécessaire
- Écrire le mode dégradé de chacun pour accomplir ses missions (imprimer les documents de travail, les convocations, etc.)
- Estimer le temps de fonctionnement de son activité en mode dégradé et le niveau de priorité du rétablissement du mode « normal » de son service

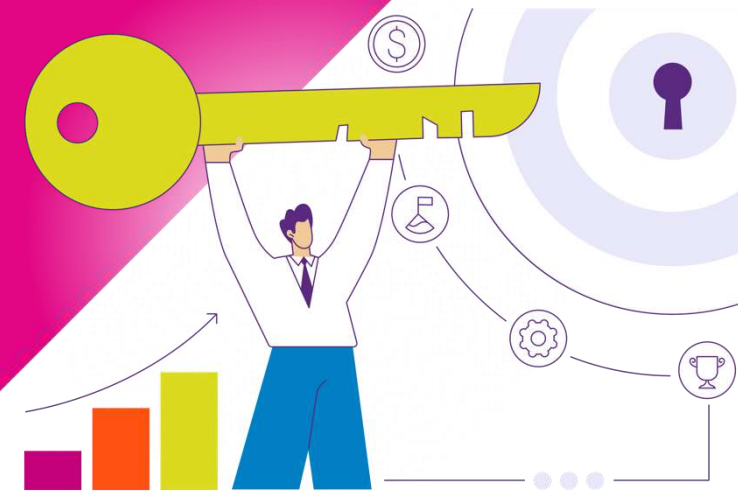


Organiser un exercice de simulation de crise cyber
(exemple : exercice REMPLAR de l'ANSSI)



**Avez-vous déjà mis en œuvre des exercices de
simulation de crises cyber ?
Qui mettre dans la salle ?**

S'appuyer sur les acteurs de son écosystème local pour coopérer et mutualiser



Savoir qui fait quoi



Mathieu Delaplace
*Délégué territorial de
l'ANSSI pour la région
AURA*

Être sensibilisé et
formé

**CAMPUS
RÉGION**
DU NUMÉRIQUE



Être accompagné en
cas d'incident



Élaborer une Charte de Solidarité Territoriale Cybersécurité : exemple de Nantes Métropole

- Partager des expériences et promouvoir la solidarité entre entreprises, établissements publics, organisations et collectivités du territoire
- Mettre en place un cadre sécurisé d'échanges d'information et de coopération de proximité, de partage de ressources



TERRITOIR'PROD CYBER

Le programme Territoir'Prod Cybersécurité vise à **accompagner les collectivités pour faciliter leur mise en conformité à la directive NIS 2**, transposée dans la loi Résilience qui sera prochainement adoptée.

Quatre séquences sont organisées pour mieux **comprendre ce nouveau cadre réglementaire, en s'appuyant sur le référentiel de sécurité élaboré par l'ANSSI**. Afin d'anticiper les obligations à venir, ces séquences visent à :

LE PROGRAMME DE TRAVAIL

-  Gouvernance : structurer sa stratégie cybersécurité, organisation des plans de sauvegarde (PCS, PICS) et coopérations territoriales
-  Protection : sécuriser les systèmes d'informations et identification d'outils dédiés (exemple : authentification multifacteur – MFA)
-  Défense : être prêt en cas d'incident cyber et sensibilisation des agents, élus
-  Résilience : réagir à une cyberattaque

PROCHAINES DATES : 12 novembre / 3 décembre



PARTENAIRE ASSOCIÉ



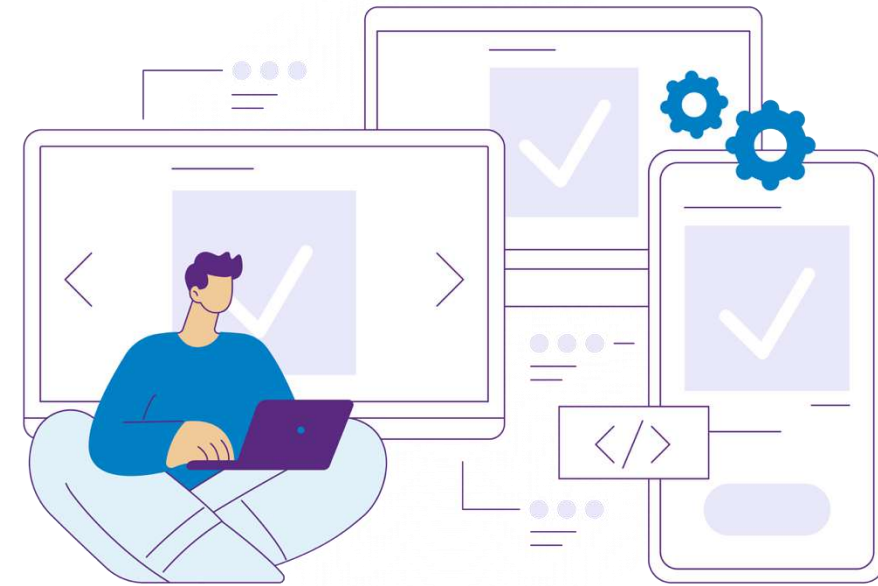
GT - NUMÉRIQUE POUR TOUS LES TERRITOIRES

Accompagner les petites et moyennes collectivités

Afin d'aider les communautés de communes et d'agglomération de moins de 200 000 habitants à construire et déployer leur stratégie numérique, notre réseau les Interconnectés en partenariat avec Intercommunalités de France vous propose d'intégrer un groupe de travail composé de pairs.

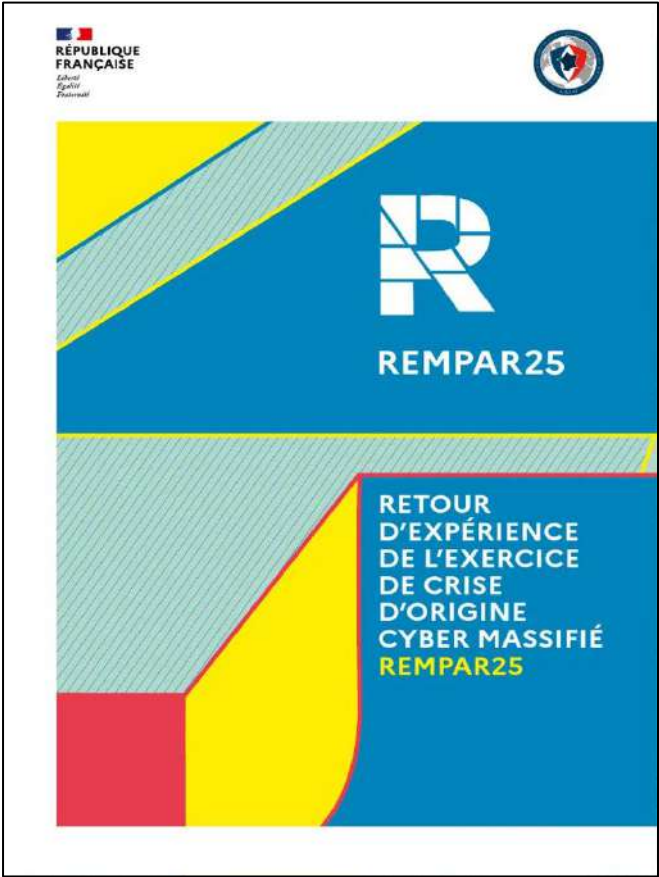
L'OBJECTIF 2026 ?

- **Identifier les dispositifs de coopération utiles** pour porter sa stratégie numérique
- **Mettre à l'épreuve ces dispositifs** de coopération sur les thèmes de la cybersécurité, de la donnée et de l'intelligence artificielle
- **Élaborer un guide pratique** pour apporter aux collectivités les informations utiles pour appliquer ces dispositifs à leur stratégie numérique



PROCHAINE REUNION : 17 novembre

Découvrir les ressources de l'ANSSI



Les collectivités face aux défis soulevés par l'évolution des infrastructures de télécommunications

Assurer la continuité des services face à cette bascule technologique

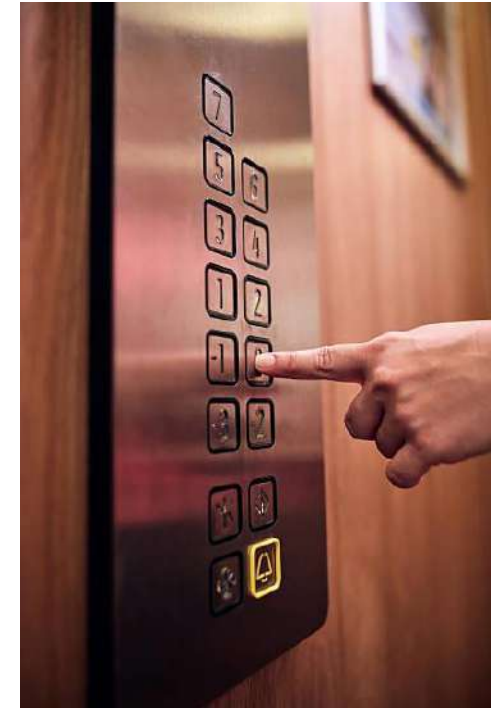
Fermeture du réseau cuivre

- Coupure au 1^{er} janvier 2027 à Fontaine, au Fontanil-Cornillon, à Saint-Égrève, Sassenage, Seyssinet-Pariset et à Seyssins

Déploiement de la fibre optique engagé dans le cadre du Plan France Très Haut Débit

Arrêt progressif des réseaux 2G/3G

- Arrêt de la 2G depuis le 20 octobre 2026 en Isère



Impacts sur les services basés sur ces technologies (systèmes d'alarme connectés et de télésurveillance, gestion de l'eau, éclairage public, etc.)

La cybersécurité à l'épreuve des objets connectés



L'Internet des objets ou « IoT »
désigne l'ensemble des objets
physique ayant la capacité de se
connecter à Internet



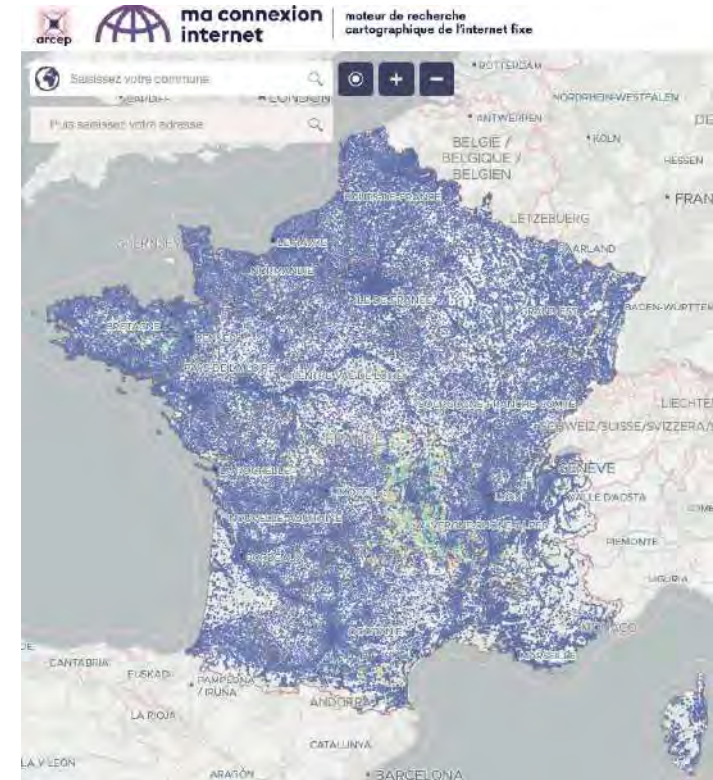
Leur multiplication peut accroître les
zones de vulnérabilités à des
cyberattaques



Les bonnes pratiques de sécurité

- Sensibiliser les utilisateurs aux risques
- Restreindre les accès aux applications à des identifiants dédiés
- Protéger les informations stockées et traitées

Les ressources de l'Arcep pour aller plus loin



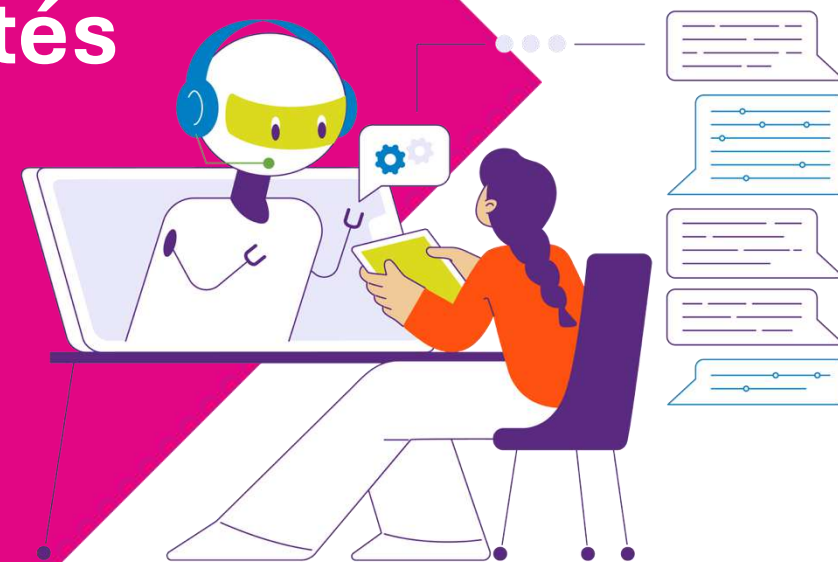
**Quels sont vos enjeux en matière
d'infrastructures de télécommunication ?**

Pause

10h40-11h

Données & IA un nouveau défi pour les collectivités

*Céline Colucci, Déléguée générale
Matthieu Brient, Conseiller*



Les intelligences artificielles

IA PRÉDICTIVE OU ANALYTIQUE

Classification

range une entrée dans une catégorie apprise.

Gestion relation usagers, orientation des demandes

Prédiction

estime, produit une donnée d'aide à la décision

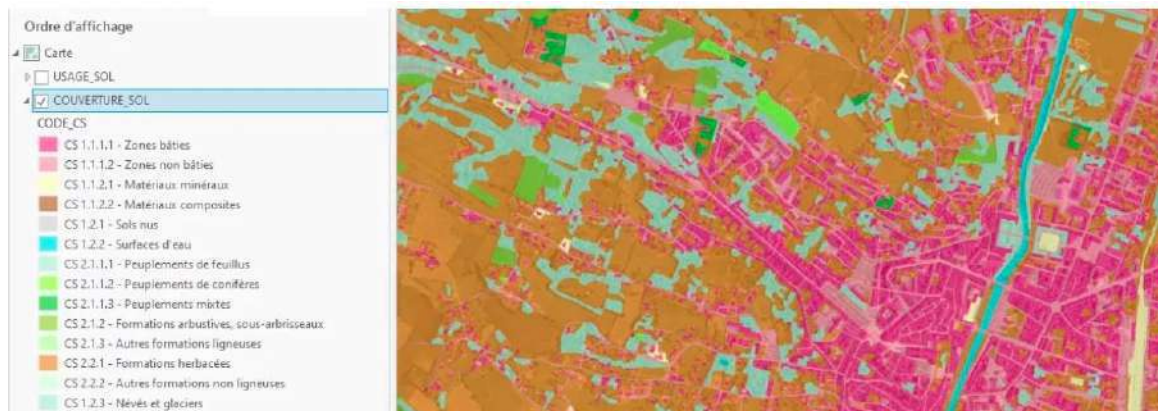
Fréquentation d'un équipement, maintenance des réseaux

(éclairage, voiries, énergie..)

Détection d'objets ou d'anomalies

repère ce qui sort de l'ordinaire

Vision par ordinateur, pic de pollution ou de consommation



IA GÉNÉRATIVE

Texte : rédaction, synthèse, transcription.

Image, audio, vidéo : illustration, callbot,

Données synthétiques : fabriquer des données réalistes sans données réelles.

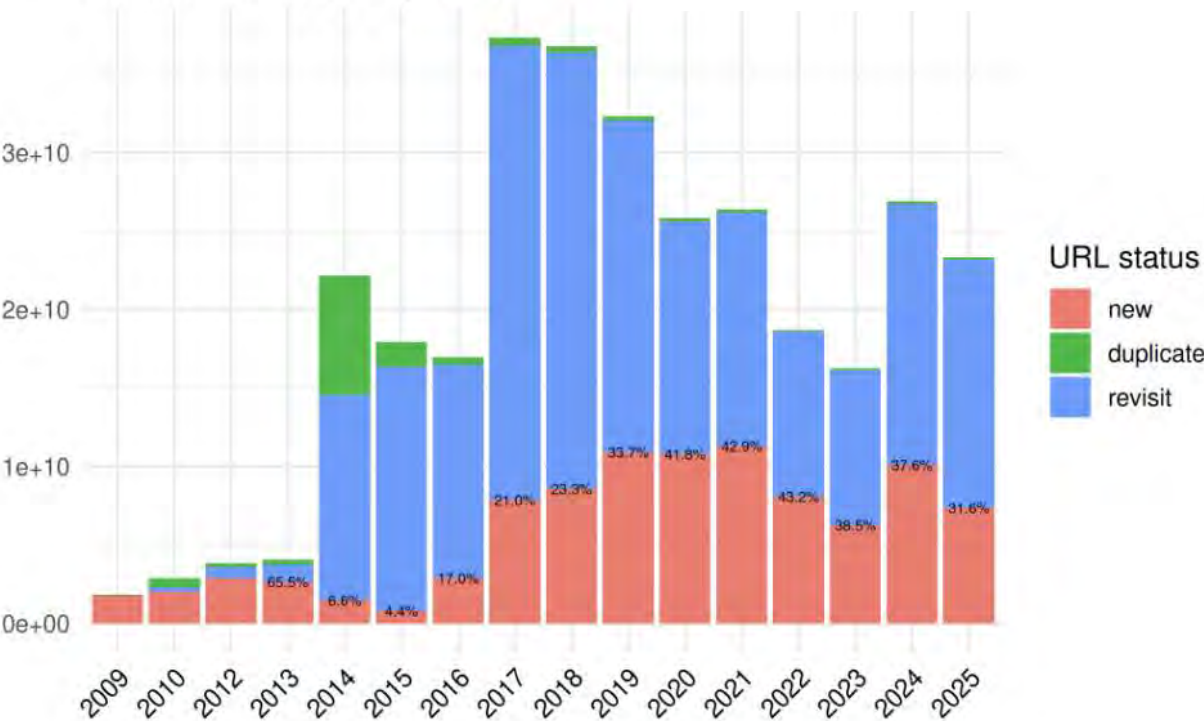


Comment sont entraînés les grands modèles d'IA ?

Common Crawl réalise, depuis 2008, une sauvegarde de milliards de pages web (y compris de contenus sous copyright). Cette base de données représente des milliers de téraoctets.



Number of Page Captures



The Pile An 800GB Dataset of Diverse Text for Language Modeling

What is the Pile?

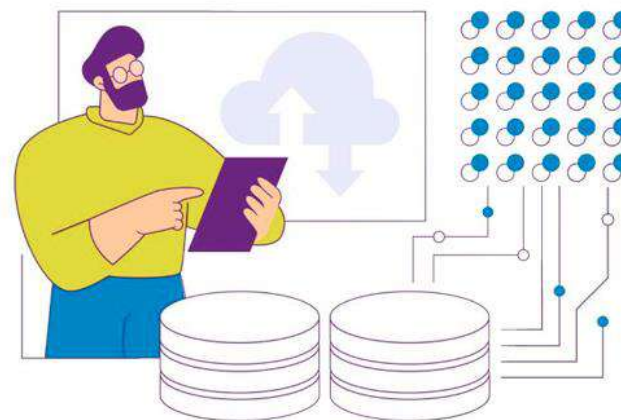
The Pile is a **825 GiB** diverse, open source language modelling data set that consists of 22 smaller, high-quality datasets combined together.

Pile Paper (arXiv)

OpenSubtitles [†]	12.98 GiB	1.55%	1.5	19.47 GiB	30.48 KiB
Wikipedia (en) [†]	6.38 GiB	1.53%	3.0	19.13 GiB	1.11 KiB
DM Mathematics [†]	7.75 GiB	1.24%	2.0	15.49 GiB	8.00 KiB
Ubuntu IRC	5.52 GiB	0.88%	2.0	11.03 GiB	545.48 KiB
BookCorpus2	6.30 GiB	0.75%	1.5	9.45 GiB	369.87 KiB
EuroParl [†]	4.59 GiB	0.73%	2.0	9.17 GiB	68.87 KiB
HackerNews	3.90 GiB	0.62%	2.0	7.80 GiB	4.92 KiB
YoutubeSubtitles	3.73 GiB	0.60%	2.0	7.47 GiB	22.55 KiB
PhilPapers	2.38 GiB	0.38%	2.0	4.76 GiB	73.37 KiB
NIH ExPorter	1.89 GiB	0.30%	2.0	3.79 GiB	2.11 KiB
Enron Emails [†]	0.88 GiB	0.14%	2.0	1.76 GiB	1.78 KiB

L'enjeu de la qualité des données

- Avant de déployer un système ayant recours à l'IA, encore faut-il savoir **quelles données on détient, dans quel état elles sont, qui y a accès et dans quel cadre**
- **Démarrer une cartographie des données disponibles par direction** : quelles données existent, dans quels formats, avec quel niveau de qualité et de complétude
- **Désigner un responsable** de la donnée identifié qui fait le lien entre les directions métiers et la DSI
- **Adopter une stratégie** de gestion des données, pour alimenter ces modèles (vos délibérations, votre PLU, vos procédures).



GUIDE PRATIQUE MOBILISER LA DONNÉE AU SERVICE D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE DU TERRITOIRE

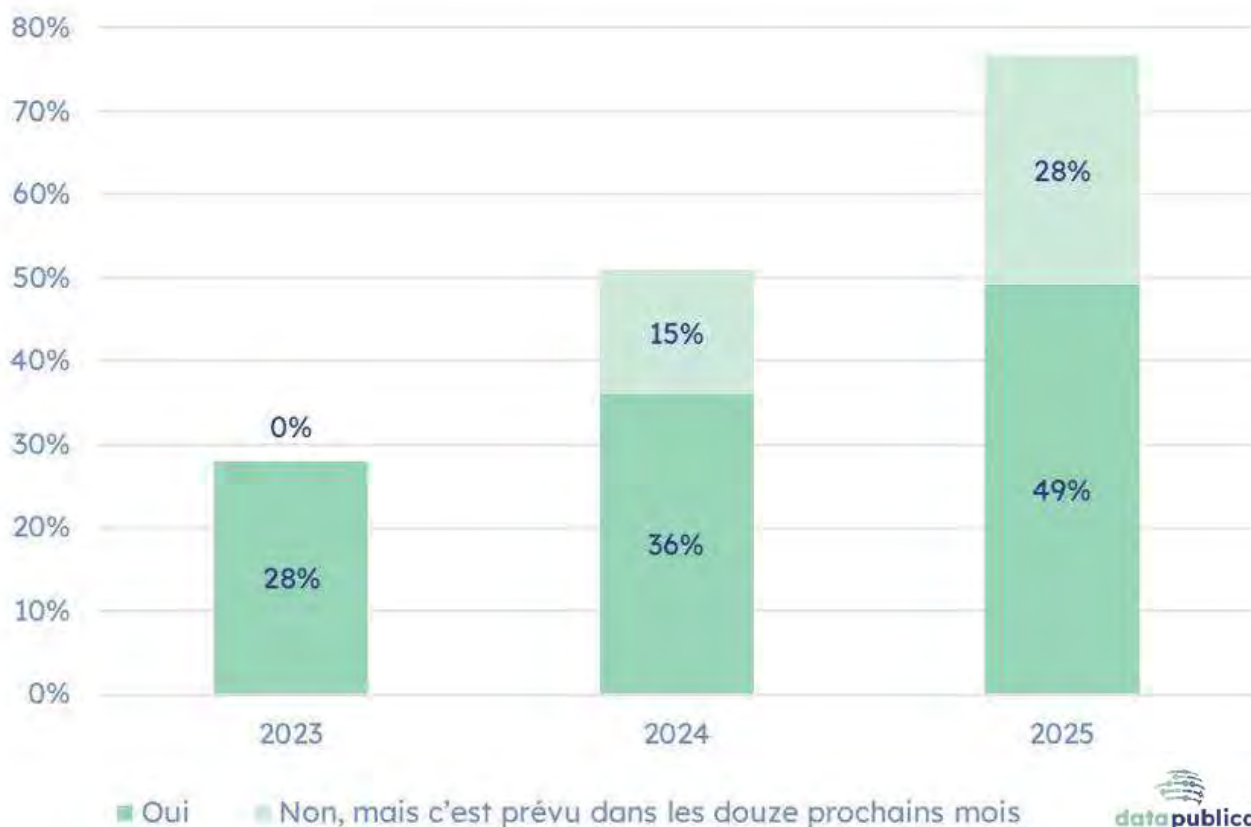
Le RAG (génération augmentée par récupération) permet à une IA de s'appuyer sur les documents de la collectivité (règlements, délibérations, procédures) pour formuler ses réponses.

Comment l'IA s'invite dans les collectivités ?

2025

Pourcentage de collectivités ayant engagé ou prévoyant d'engager un projet IA dans les 12 mois*

*Total hors communes de moins de 3 500 habitants



1. Les outils sur l'étagère, solutions clés en main.
2. L'IA intégrée progressivement dans les logiciels métiers, souvent non anticipé.
3. Développement et déploiement local, sur des infrastructures maîtrisées et dimensionnées, à partir de ses propres données.

Cas d'usages de l'IA

IA DANS LA GESTION DU QUOTIDIEN

- Communication (support adapté – FALC)
- Organisation et structuration automatique des avis citoyens
- Juridique : anonymisation automatique des actes
- Gestion documentaire
- Réorientation automatique du courrier
- Aide à l'inclusion / accueil de tous les publics (barrière langue, handicap, ...)

SANTÉ ET SOCIAL

- Modélisation et prévention du non-recours aux aides
- Réalisation d'études sociologiques et proposition d'actions adaptées
- Recensement des services d'accès aux droits pour faciliter accueil et orientation des usagers
- Aide à l'élaboration de parcours (enfants, seniors)

EMPLOI

- Analyse croisée et transversale des politiques régionales pour l'emploi
- Production de panoramas territorialisés sur l'emploi

MOBILITÉS

- Aide au plan de circulation
- Régulation automatique du trafic
- Analyse des flux et optimisation des offres de transports
- Information voyageurs augmentées
- Optimisation des flux logistiques
- Inspection automatique de l'état des voiries

EAU

- Gestion et optimisation de la consommation (assainissement)
- Détection fuites eau
- Suivi et anticipation de la disponibilité de la ressource en eau
- Gestion automatique des arrosages

ÉNERGIE

- Analyse et prédiction des consommations
- Cartographie des réseaux
- Gestion de l'éclairage public

Pourquoi une Bibliothèque d'IA territoriales ?

Centraliser une base nationale, commune, de l'IA au service des territoires

Recenser et qualifier les cas d'usages de systèmes d'IA dans les collectivités territoriales

Documenter les méthodes et les moyens déployés

Cartographier les acteurs et les solutions ressources

Animer une communauté active de praticiens

Faciliter l'inspiration, le partage de savoir-faire et la collaboration entre différents acteurs

Permettre l'**identification des porteurs, le partage de ressources techniques** (codes sources, bases de données, modèles d'entraînement..)

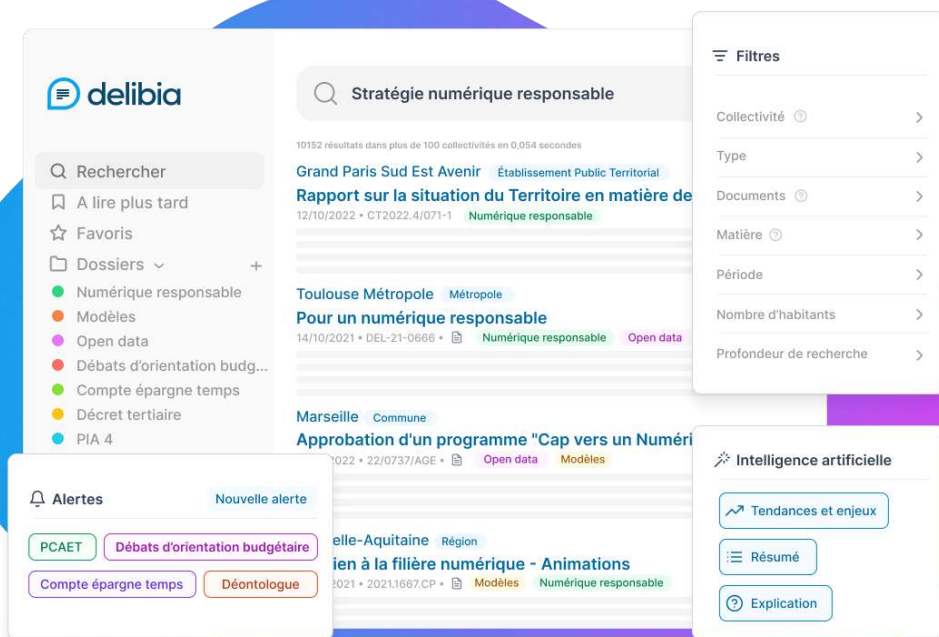
Aider aux engagements de transparence et d'éthique des projets IA

En décrivant les ressources, le fonctionnement, effets et résultats de ces solutions, la bibliothèque permet d'adresser des critères de redevabilité.

Identifier aussi **les initiatives pour cadrer les usages de l'IA** (charte, comité de gouvernance, ...)

Plus de 30 cas d'usages

Aide à la rédaction, à la gestion documentaire, des assemblées
Rouen Métropole, CA du Sicoval, Montpellier, etc...

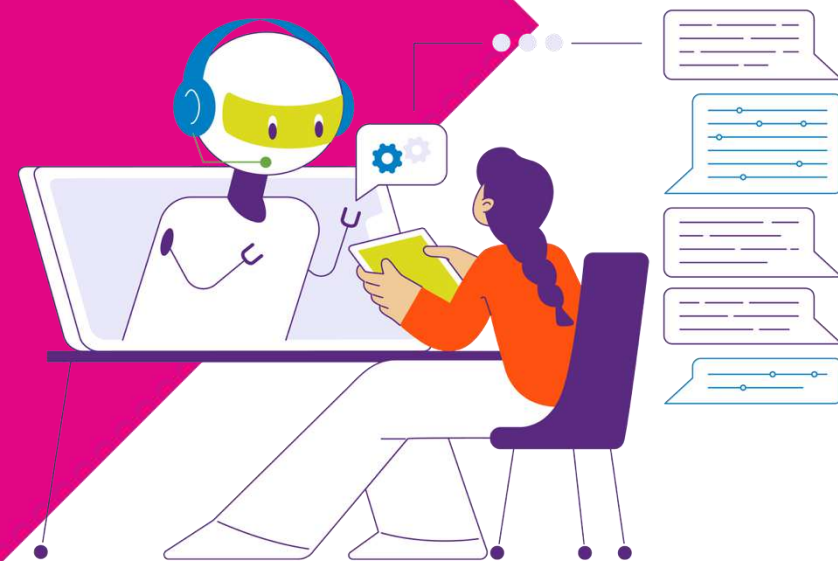


Évaluer la plantabilité Bordeaux Métropole, Grand Lyon



**Quels sont les cas d'usages que vous avez testés ?
ou en projet ?**

La gouvernance des systèmes d'IA : un enjeu de responsabilité des collectivités



Feuille de route IA

La Commission Numérique travaille sur 3 axes

- 1. L'IA au service des politiques publiques :**
déploiement d'une « bibliothèque d'IA territorialisées »
pour identifier les projets en cours et documenter les déploiements ;
- 2. L'IA, éthique et démocratie :** animation et documentation des concertations territoriales de l'IA ;
- 3. L'IA et la transformation des métiers de la fonction publique territoriale :** production d'une étude dédiée pour qualifier les impacts et les leviers de l'arrivée de l'IA au sein des services publics ;



Rappel des obligations légales et des garde-fous

Le règlement IA européen (AI ACT)

Impose la formation à l'IA, une supervision humaine, l'information des personnes concernées par une décision assistée, et une analyse d'impact sur les droits fondamentaux.

Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

- impose le droit à une intervention humaine et la mise en place des voies de recours
- impose aussi la minimisation des données, une base légale explicite et une analyse d'impact pour les traitements à risque.

Le code des relations entre le public et l'administration (CRPA)

- intégrer une mention explicite du recours à l'IA dans une décision
- publier en ligne les règles utilisées pour fonder des décisions individuelles

*le RIA encadre le système, le RGPD protège les données,
le CRPA garantit l'explicabilité de la décision.*



Les principes d'une IA responsable

Une doctrine politique partagée, nourrie par les élus de la Commission numérique et les concertations territoriales de l'IA

I. POUR UNE IA SOCIALE

1. Équité et non discrimination : vérifier les biais, garantir un accès équitable
2. Impact sur le travail : associer les agents et les syndicats au choix, former, améliorer les conditions de travail

II. POUR UNE OUVERTE ET DÉMOCRATIQUE

3. Éthique et cadre de confiance : réversibilité, redevabilité, voies de recours, comités éthiques
4. Gouvernance partagée : associer les citoyens, la société civile, acteurs économiques et académiques au choix et au suivi
5. Littératie de l'IA : former les usagers, mais aussi les décideurs, les citoyens, les commanditaires.

III. POUR UNE IA UTILE ET PROPORTIONNÉE

6. Pertinence et valeur ajoutée : conditionner l'usage à l'intérêt général et à une valeur mesurée
7. Frugalité : sobriété des algorithmes, des données, des équipements

IV. POUR UNE IA TERRITORIALE

8. Cadre de confiance local : consultation citoyenne, chartes locales, autonomie stratégique
9. Service public exemplaire : ne pas déléguer la décision à l'IA, maintenir la relation humaine
10. IA d'intérêt local : partage des cas d'usages, expérimentation, mutualisation entre territoires

MANIFESTE #4

FAIRE DE L'IA RESPONSABLE
UNE DOCTRINE POLITIQUE PARTAGÉE

L'élan de nos collectivités locales à vouloir investir le sujet de l'intelligence artificielle (IA) s'insère dans la dynamique du « numérique responsable » qui porte une vision politique du numérique basée sur une approche sociale, environnementale et citoyenne. Conditionner le déploiement de l'IA à des exigences fortes sur utilité réelle de ses usages, d'équité de traitement entre les personnes, de respect des principes démocratiques, et de compatibilité avec les limites planétaires sont essentielles. Outre l'énoncé de règles et de cadres de confiance nécessaires, il est nécessaire d'accompagner la mise en œuvre opérationnelle de ces principes au quotidien. Les consultations portées par de nombreux territoires auprès des citoyens, acteurs économiques, acteurs publics, associations, confirment le rôle important des institutions publiques et en des collectivités territoriales en particulier.

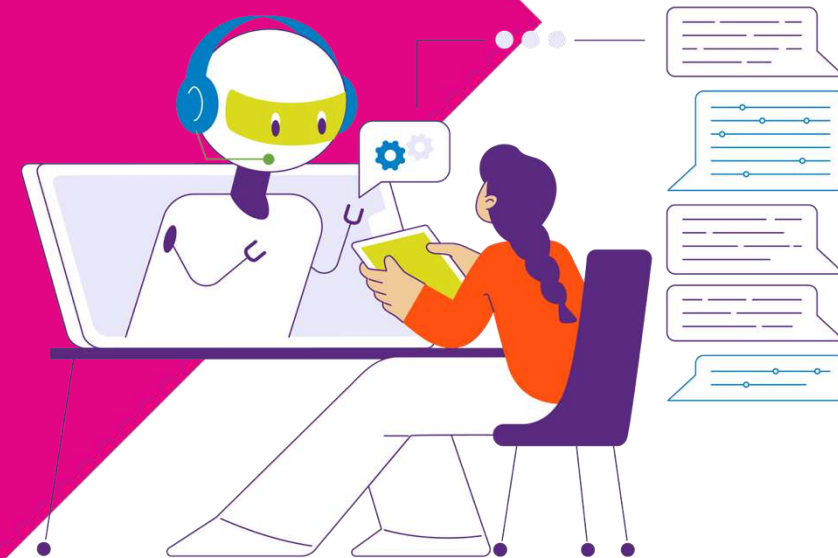


La volonté de se positionner tient à une certitude : verser les IA et les algorithmes dans un cadre politique et démocratique. Cette inflexion, conjointement portée par Les Interconnectés, France urbaine et Intercommunalités de France, a pour ambition de travailler aux contours d'une IA « responsable » et de pouvoir mieux discerner les impacts, les opportunités, et les risques de déploiement d'IA dans la « vie publique ». Pour aider aux diagnostics, aux déploiements et aux suivis de politiques publiques de transition, pour faciliter l'accès à la connaissance, l'IA, déployée dans un cadre responsable, peut aussi être une alliée au service de l'intérêt général.

En l'état, il s'agit de poser un cadre d'action et d'identifier les moyens de régulation mobilisables mais aussi de mieux mesurer les enjeux pour nos politiques publiques. Entre capacité de maîtrise du territoire et des innovations déployées, anticipation sur les conséquences éthiques et sociales, maîtrise de l'impact environnemental... La capacité à agir découlera de la montée en compétence des collectivités et acteurs des territoires (citoyens, associations, entreprises, ...) et plus largement de l'inclinaison de l'IA dans le champ de l'éducation populaire et de la démocratie locale.

Cette méthode appelle à occuper un terrain politique et démocratique pour l'IA, que l'Etat doit mieux investir à son tour et ce dans une démarche concertée et en ingénierie collective. Le déploiement de l'IA ne pourra se faire que dans un cadre collaboratif, et maîtrisé avec les citoyens, au nom d'une technologie qui répond aux grands enjeux de notre société et qui s'inscrit en complément d'une action locale et humaine de proximité. Ce manifeste a pour objectif d'affirmer les grands principes et actions qui doivent guider le déploiement de ces IA Responsables.

L'impact environnemental de l'IA



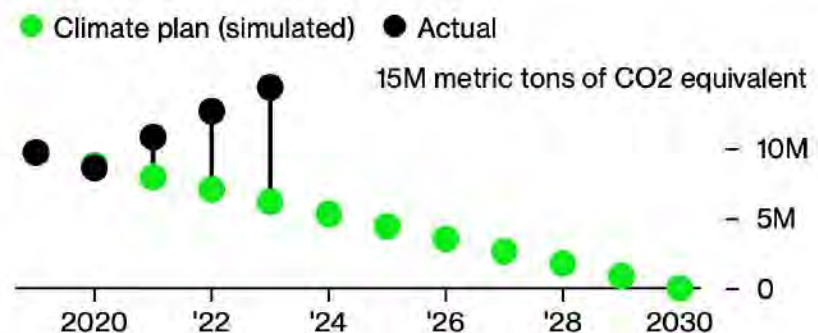
Est-ce que le sujet de l'impact environnemental de l'IA est important sur votre territoire ?

DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

LA TRAJECTOIRE

Google's Emissions

Artificial intelligence is putting the tech giant's climate goals in peril



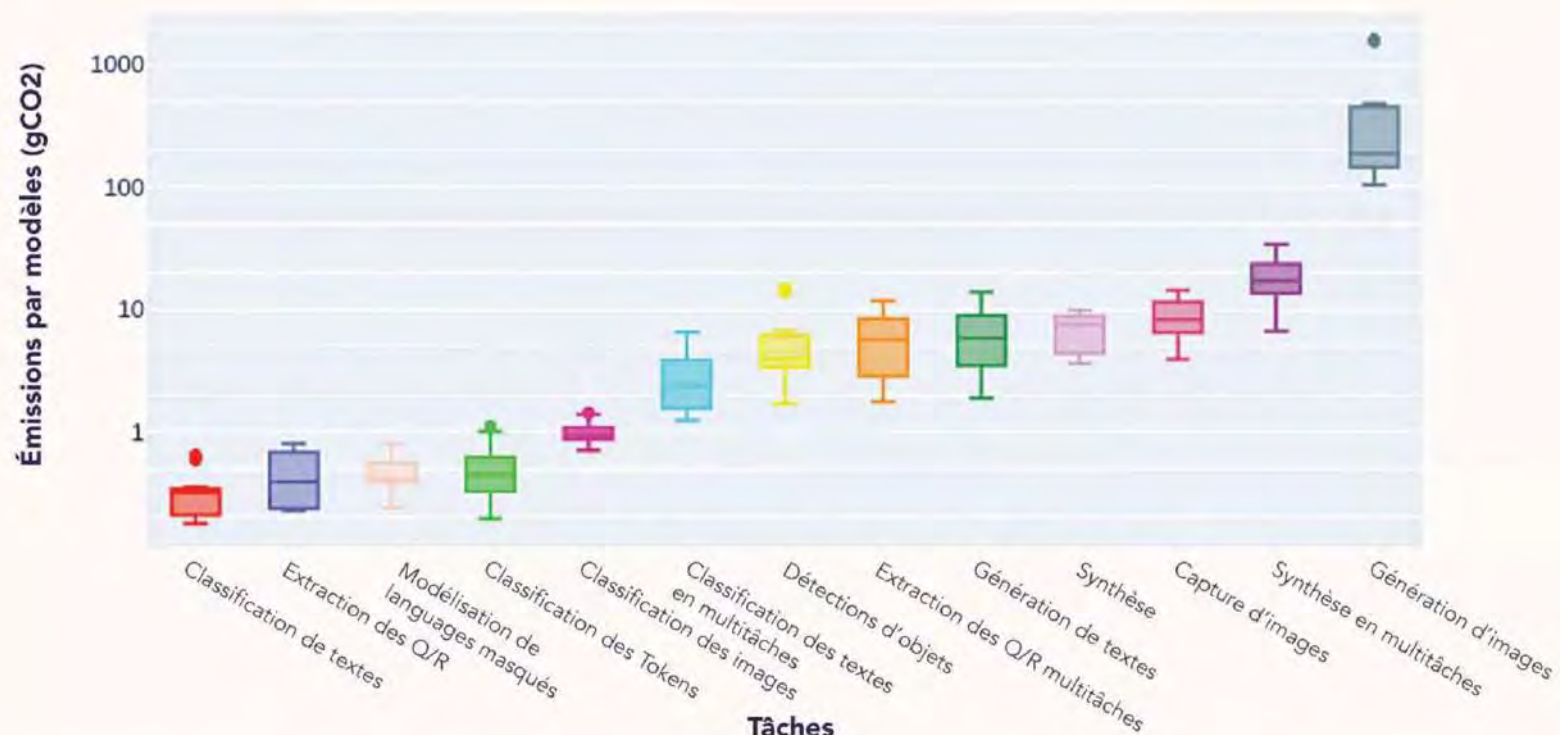
Source: Google (Scope 1, 2 and 3 data)

Note: Green dots represent linear decline to net-zero emissions goal.

“Le secteur de l’informatique et du numérique représente entre 1,5% à 3% des émissions globales de gaz à effet de serre, soit un niveau similaire à celui du secteur aérien” (ITU / World Bank)

“Les trajectoires de neutralité carbone des grands acteurs du numérique a complètement déraillé notamment à cause de l’IA” (Bloomberg)

LE TYPES D'USAGES



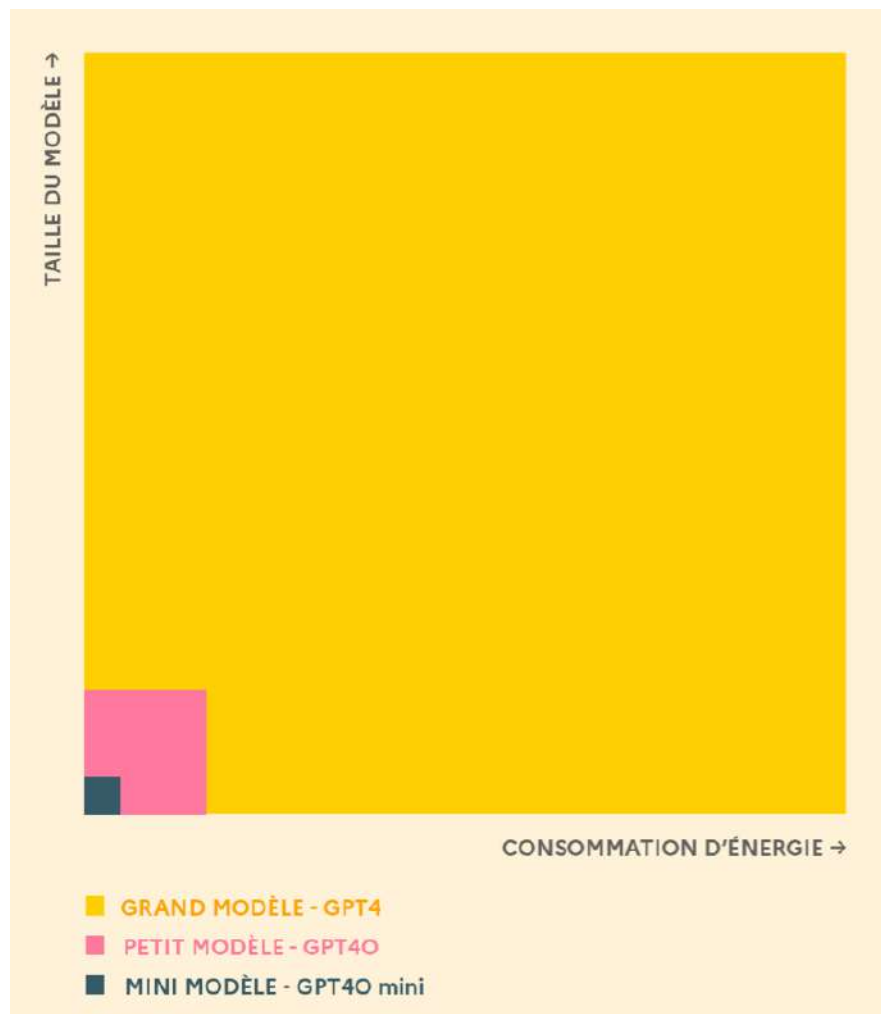
↗ Les tâches examinées dans notre étude et la quantité moyenne d'émissions de carbone qu'elles produisent (en g de CO₂eq) pour 1 000 requêtes. N.B. L'axe des y est en échelle logarithmique⁸.

<https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/energie/ia-generative-la-consommation-energetique-explose/#note-content-6>

Générer 1000 images en haute définition consomme autant d'énergie que votre PC portable durant une journée de travail.

Faire chauffer une bouilloire électrique consomme autant d'énergie que de faire écrire une centaine [100 - 150] d'emails simples à Chat GPT-5.

LA VOIE DE L'IA FRUGALE



Plus un modèle est grand et puissant, plus il consomme d'énergie.

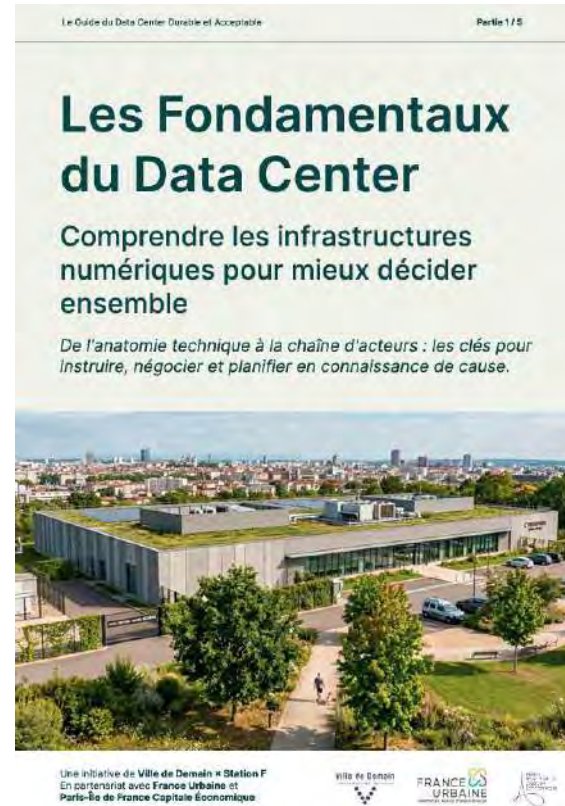
1. questionner le besoin
2. vérifier qu'il n'y pas des alternatives non-IA (ou même non-numériques)
3. privilégier le modèle le plus petit et le moins gourmand possible compte tenu de la tâche à effectuer.

DATACENTERS EN FRANCE

350 data centers, 80 projets : les territoires en première ligne



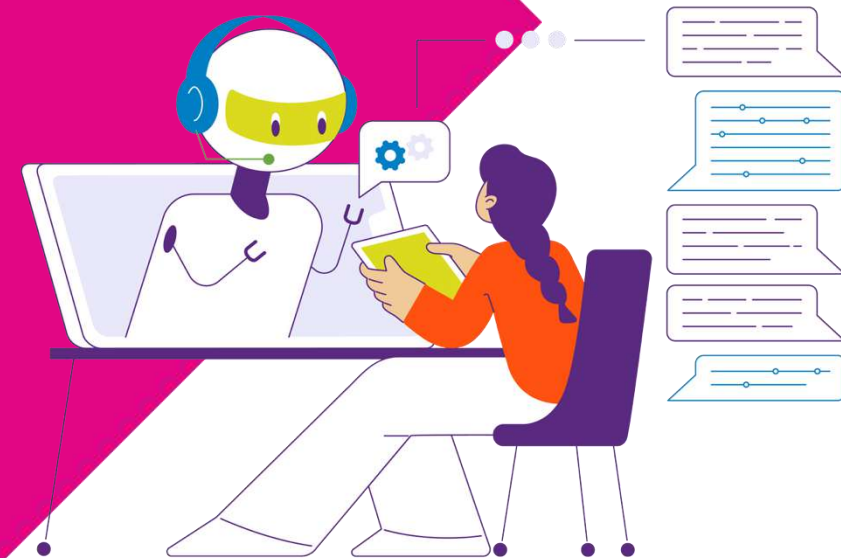
<https://infos.ademe.fr/industrie-production-durable/2026/consommation-electrique-des-data-centers-5-scenarios-pour-demain/>



Le Guide du Data Center Durable et Acceptable :
[Vers un nouveau pacte numérique territorial](#)



Le recours à l'IA un enjeu organisationnel



Anticiper l'impact de l'IA

L'IA n'est ni neutre, ni objective, ni infaillible

Des algorithmes peuvent **perpétuer des inégalités existantes** en favorisant certains groupes au détriment d'autres.

Risque d'hallucinations, d'informations fausses.

Risques pour les agents et la qualité au travail

Le paradoxe de la performance

L'agent « amortisseur moral »

Un risque de perte d'expertise

Un manque de maîtrise des usages

Jusqu'à 40% d'**usages de l'IA non encadrés** dans les collectivités (shadow IA)

Il appartient aux collectivités d'interdire certains outils, de proposer des alternatives et un cadre, **c'est un acte de gestion des risques**.



+ MYTHES ET ENJEUX DE L'UTILISATION
DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

+ POINTS D'ATTENTION POUR
UNE IA RESPONSABLE

Comment encadrez vous le shadow IA ?
Quelle organisation pour piloter le recours à l'IA ?

GOVERNANCE DE L'IA RESPONSABLE : 15 BONNES PRATIQUES DES COLLECTIVITÉS POUR SE LANCER



ANTICIPER ET ORGANISER

1

Formaliser
les principes et
les acteurs de la
gouvernance interne

2

Mobiliser
le dialogue social
et associer les agents

3

Impliquer
les usagers dans
les prises de décision

4

Mettre en place
des garde-fous
pour garantir l'équité

5

Identifier
des usages de l'IA
à proscrire



ACQUÉRIR, EXPÉRIMENTER, ÉVALUER

6

Encourager
les expérimentations
et retours
d'expérience

7

Mobiliser
la commande publique

8

Évaluer
en amont de la mise en
service

9

Suivre
les usages et les
impacts des projets

10

S'appuyer sur une
gouvernance
des données robuste
et de qualité



INTÉGRER LES PROJETS DANS SON ORGANISATION

11

Sensibiliser
et former à l'IA

12

Assurer
la transparence
envers les utilisateurs
et les usagers

13

Mettre en place
des mécanismes
de recours et
de remontée de
problèmes

14

Mutualiser
l'accès aux outils
IA à l'échelle
intercommunale

15

Organiser
la réversibilité

Se doter d'une doctrine et d'une gouvernance

Définir un cap politique - quels usages de l'IA sont acceptables ?

Formaliser ces principes dans une charte et créer une instance de gouvernance.

Associer agents et organisations syndicales dès le départ.

Mobiliser la commande publique

Intégrer des clauses pour garantir la maîtrise de vos déploiements.

Exiger la transparence sur le fonctionnement de ces systèmes, les données mobilisées, les biais potentiels et l'empreinte environnementale.

Évaluer en continu

avant (étude d'impact : utilité, risques, alternatives, coûts),

pendant (adoption et résultats concrets produits),

après (impact organisationnel et sur le travail) et anticiper la réversibilité de ces déploiements.

Former et sensibiliser

L'IA concerne élus, agents, usagers du service public.

Développer une culture numérique commune qui intègre aussi les enjeux de cybersécurité, de culture de la donnée, de numérique responsable.

2026⁺



+

GOVERNANCE
DE L'IA RESPONSABLE

GUIDE DES BONNES PRATIQUES
DES COLLECTIVITÉS POUR
SE LANCER

+

**Quelles alliances locales pour
s'engager dans cette voie ?**

Reprendre la main par la mutualisation

La commande publique responsable

Acheter ensemble, via groupements de commandes ou centrales d'achat, pour peser face aux éditeurs et obtenir ce qu'une commune seule ne peut pas exiger.



Qualifier les solutions, tester et évaluer avant tout déploiement

Évaluer un outil sur la sécurité, la qualité des résultats et le coût réel d'usage demande du temps et des compétences.

Fait une fois à l'échelle intercommunale, ce travail profite à toutes les communes membres.



Diffuser des pratiques, des données et des compétences

Mutualiser les coûts de formation, partager des pratiques à l'échelle du territoire.

Partager les données d'intérêt territorial, qui prennent leur sens à cette échelle.

Le groupe de travail « Numérique pour tous les territoires » traite de la mise à l'épreuve des dispositifs de mutualisation

Hébergement et infrastructures locales

Annemasse Agglomération (France) :
des modèles ouverts auto-hébergés, avec la maîtrise des données et des coûts.

<https://www.annemasse.fr/actualites-et-evenements/fil-info/la-ville-dannemasse-et-lagglo-labelisees-territoire-innovant-pour-leur-ia-souveraine>



ET OPEN SOURCE
TERRITOIRES

INNOVATION

La Ville d'Annemasse et l'Agglo labelisées "Territoire innovant" pour leur IA souveraine

La Ville d'Annemasse et l'Agglo ont reçu le label « Territoire Innovant », lundi 1er juin 2026, à Paris, pour le déploiement en interne d'une intelligence artificielle souveraine au service des agents de leurs collectivités.

Publié le 08 juin 2026

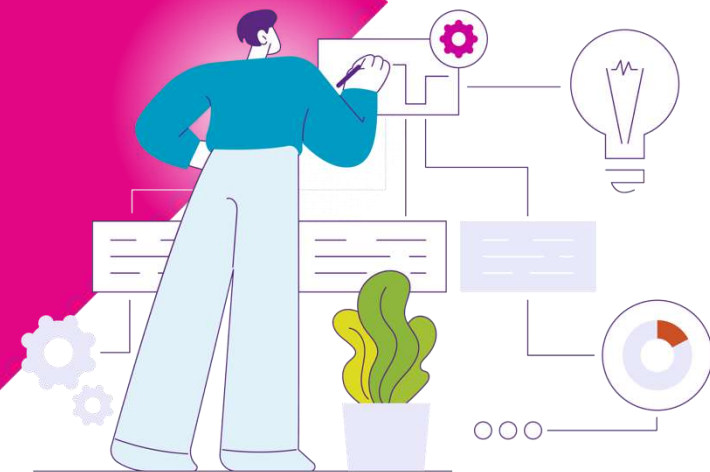


L'enjeu de souveraineté



Indépendance numérique

L'indépendance numérique Un enjeu de résilience et de mutualisation



TIE BREAK : TRAJECTOIRE D'INDÉPENDANCE NUMÉRIQUE EUROPÉENNE



Le 9 avril 2025 les élus de la Commission Numérique des Interconnectés, intercommunalités de France et France urbaine, ont lancé un appel à engager une trajectoire d'indépendance numérique : **TIE Break**.

Dans un contexte géopolitique menaçant, il devient urgent que les collectivités puissent réellement maîtriser la sécurité, la souveraineté et la soutenabilité de leur système d'information.

Plus de 40 collectivités mobilisées depuis avril 2025

LA DYNAMIQUE **TIE BREAK** PROPOSE AINSI UN PLAN D'ACTION EN 3 **VOLETS** :

État des lieux : établir un diagnostic de la situation de dépendance des collectivités

Solutions alternatives : définir les critères de l'achat public indépendant et identifier des solutions alternatives européennes

Organiser la trajectoire d'indépendance : identifier les bonnes méthodes de conduite du changement, s'inspirer des expériences réussies.

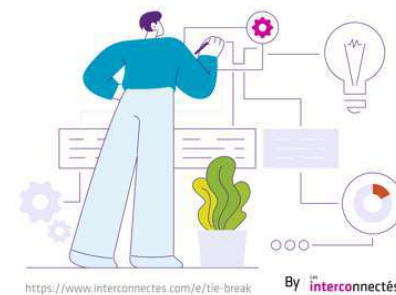
Cap vers l'Indépendance Numérique – Le plan d'action

L'outil d'auto-diagnostic

PRENDRE CONSCIENCE DE SA DEPENDANCE POUR AGIR

- Identifier le niveau de dépendance en volume financier
- Qualifier la criticité, le niveau de risque
- Identifier sa capacité à agir
- Définir les priorités

<https://diagindependance.interconnectes.com/>

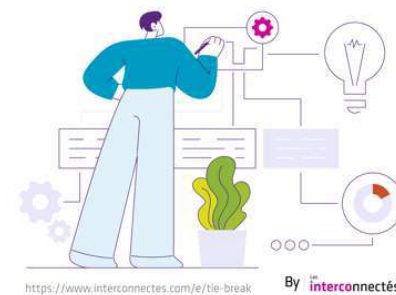


Cap vers l'Indépendance Numérique – Le plan d'action

L'achat public indépendant

LES CRITÈRES DE CONFORMITE

- Souveraineté juridique du prestataire
- Souveraineté technologique du prestataire
- Sécurité et résilience des solutions numériques
- Indice de réversibilité
- Respect des normes européennes et françaises
- Gouvernance ouverte



Cap vers l'Indépendance Numérique – Le plan d'action

Un manifeste et une charte pour s'engager

MANIFESTE #5

POUR UNE TRAJECTOIRE D'INDÉPENDANCE NUMÉRIQUE RESPONSABLE

Conscientes de la nécessité d'agir face au risque majeur que fait peser sur leurs missions de service public leur dépendance à des outils, services, matériels et infrastructures extra-européennes, les collectivités s'engagent à travers ce Manifeste à organiser la trajectoire commune d'indépendance numérique. Elles proposent une méthode et un cadre d'action commun et ouvert permettant d'atteindre la masse critique nécessaire à l'émergence de solutions numériques responsables, sécurisées et indépendantes à l'échelle et sous l'égide de la réglementation Européenne. L'objectif est d'engager un mouvement collectif réunissant dans une dynamique commune, l'Etat, les collectivités et les acteurs du marché.

Depuis plusieurs décennies, les organisations publiques - et privées - recourent à du matériel, serveurs et infrastructures, services et logiciels extra-européens pour opérer leurs services numériques, héberger et traiter leurs données, sans réellement mesurer les risques que ce choix représente.

L'onde de choc provoquée par l'arrêt brutal des services numériques essentiels qu'a subi le juge Nicolas Guillou de la Cour pénale Internationale a confronté chacun à la réalité du risque. Alors que les attaques cyber peuvent faire l'objet de mesure de protection, la dépendance à des outils non respectueux du droit et à la main de puissance étrangère, constitue un risque géopolitique majeur pour laquelle aucune mesure de protection n'est possible mis à part une bascule vers des solutions souveraines.

L'autre point de bascule majeur est économique. La situation prédominante voire de monopoles de certains acteurs leur permet de dicter les conditions du marché : hausse de prix importante, arrêt de certaines versions, obligation d'intégration de briques nouvelles sans consentement, sont autant de pratiques qui contraignent fortement les collectivités obligées de s'aligner pour maintenir des services numériques sains.

Cette dépendance à une incidence financière majeure, ainsi l'étude menée par le cabinet Asteris pour le compte du Cigref montre que 80 % des dépenses européennes liées aux logiciels et services cloud à usage professionnel bénéficient à des entreprises américaines, soit 265 milliards d'euros.

Pour répondre à ce défi, 40 collectivités pionnières réunies au sein des Interconnectés dans le groupe de travail TieBreak ont analysé leurs besoins communs et élaboré un plan d'action commun, qui constitue le socle de ce manifeste et un appel à la mobilisation collective des acteurs publics et privés.





TRAJECTOIRE D'INDÉPENDANCE NUMÉRIQUE RESPONSABLE



LA CHARTE D'ENGAGEMENT

6 ENGAGEMENTS PHARES



FORUM DES
INTERCONNECTÉS

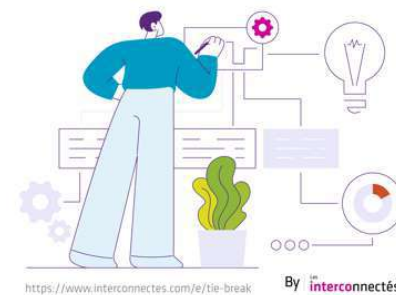
PARIS

1^{ER} & 2 JUIN 2026
STATION F

La Fabrique de l'indépendance numérique responsable

GOVERNANCE & MUTUALISATION

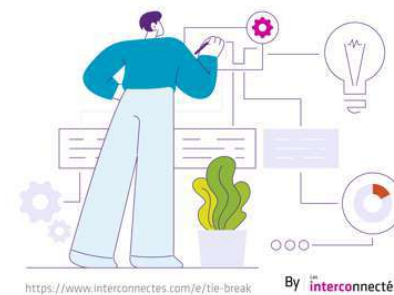
- Organiser la gouvernance,
- Adopter une feuille de route stratégique
- Orienter l'achat public responsable & indépendant
- Engager les projets prioritaires :
 - ☐ Outils collaboratifs
 - ☐ IA souveraine
 - ☐ Réduire la dépendance matérielle



Le groupe de travail Tie Break

PARTAGE & METHODE

- Appuyer la pratique sur l'expérience acquise par les pairs
- Documenter les projets,
- Mutualiser les moyens,
- Accompagner le changement,
- Elaborer la méthode interne



Avez-vous identifié des priorités en matière d'indépendance numérique ?

TERRITOIR'PROD IA

Face à l'accélération des usages de l'IA et à sa diffusion massive dans la vie publique, les collectivités doivent se doter de repères solides pour agir de manière éclairée et responsable.

En 2025, les Territoir'Prod IA ont permis de **construire collectivement un guide de bonnes pratiques pour mieux maîtriser ces systèmes**. Le programme **2026 se concentrera sur la mise en application de l'IA sur des cas d'usages concrets** en lien avec la bibliothèque d'IA.

LE PROGRAMME DE TRAVAIL



Rappel des bonnes pratiques de gouvernance interne et du cadre juridique de l'IA Act, veille sur les chartes et aide à l'appropriation du clausier IA



Examen de cas d'usages au service des missions des collectivités à chaque séquence (eau, énergie, mobilité, urbanisme...)



Partage de ressources au service de la sensibilisation et la formation à l'IA selon les publics



Accompagner la mobilisation du référentiel IA frugale



Anticiper les enjeux de dépendances à ces systèmes et contribuer à la qualification de l'offre de solutions d'IA souveraine pour les collectivités (en lien avec le parcours « Tie Break »)



PARTENAIRE ASSOCIÉ

Commissariat Général au
Développement Durable



PROCHAINE REUNION : **26 novembre**

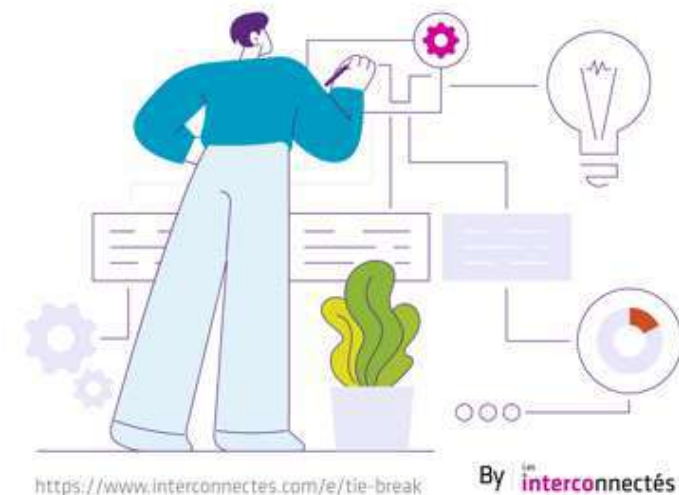
TERRITOIR'PROD – TIE BREAK - INDEPENDANCE NUMERIQUE

Ce groupe de travail Indépendance numérique s'inscrit dans la démarche lancée en avril 2025 par les élus de la Commission numérique, TIE Break, pour bâtir une trajectoire d'indépendance numérique des collectivités territoriales.

Le groupe rassemble une quarantaine de collectivités (communes, métropoles, communautés de communes, communautés d'agglomération, départements, régions) qui spécifie les critères d'indépendance numérique, identifient les solutions pertinentes, engagent les bonnes méthodes pour la conduite du changement. Le groupe se réunit en visio-conférence tous les premiers mercredis du mois.

LE PROGRAMME DE TRAVAIL

-  Accompagner et organiser sa trajectoire d'indépendance en s'inspirant des méthodes de changement et des expériences réussies (analyse détaillée de retours d'expériences des collectivités pionnières)
-  Documenter les grandes familles de besoins et identifier les solutions alternatives (outils bureautiques et collaboratifs, doctrine Cloud et SaaS, IA souveraine)
-  Construire une action collective pour la réponse aux besoins non couverts (IA souveraine, outils socles..) et de lobbying



PROCHAINES DATES : 4 novembre / 2 décembre

POURSUIVEZ LA DYNAMIQUE , REJOIGNEZ-NOUS !

Vous êtes élu d'une collectivité ?

La Commission Numérique est votre espace de travail pour élaborer et enrichir votre stratégie numérique.

Vous êtes agent d'une collectivité ?

Les groupes de travail Territoir'Prod vous accompagnent pour la mise en oeuvre des projets.



Les **Journées Experts en région**, le **Forum national annuel** et les **webinaires** complètent la démarche en abordant les sujets d'actualité au plus près des territoires.



TESTEZ L'ADHÉSION GRATUITEMENT
PENDANT 1 MOIS.



Échanges avec la salle